

## Le discours du poète à la ville libre de Belfort.

Le 28 mai 2019 suite à l'annonce de 1044 licenciements aux turbines à gaz.

" Poètes, ayez le courage de la lâcheté, étudiez l'industrie ! " Pierre LEGENDRE, 1982.  
Réponse de notre part : c'est fait !

Le statut de ville libre, à l'époque médiévale, repose sur une charte qui affranchit pour toujours les habitants d'un bourg des taxes, impôts, corvées, services et servitudes. Les habitants et leurs biens doivent être libres de ces servitudes et doivent être protégés par le pouvoir politique et militaire qui accorde cette charte.

La conséquence politique, économique et sociale amène le développement local géré en autonomie. Les richesses obtenues par le travail de tous restent sur place. Elles sont gérées en commun lors de l'assemblée annuelle qui valide les résultats et définit les nouveaux objectifs. Les habitants utilisent [l'alliance des contraires](#) pour définir les objectifs et [la subsidiarité pour obtenir la solution optimale](#) et l'adapter à leurs particularités locales. Bref la ville échappe aux querelles de successions entre les familles de la noblesse mais elle reste liée au pouvoir politique et aux guerres menées par ses dirigeants.

Belfort a été l'une des dernières villes à obtenir cette charte avant la fin de l'époque médiévale marquée le vendredi 13 octobre 1307 par la destruction de [l'Ordre du Temple](#), animateur et protecteur de cette démocratie locale directe participative développée en Europe depuis l'an 500 par [l'Ordre Bénédictins](#) qui remet en œuvre le savoir préservé des civilisations de la Grèce et de l'Égypte ancienne. En mai 1307, Renaud de Bourgogne, comte de Montbéliard, affranchit Belfort. Le livre de Georges Bischoff et Yves Pagnot, Belfort 1307-2007, Sept siècles de courage et de liberté, Editions Coprur 2007, retrace l'histoire de cette ville.

En 2019 et depuis l'annonce officielle le mardi 28 mai par GE (General Electric) de la suppression de 1044 postes aux turbines à gaz, Belfort sera-t-elle encore une ville libre grâce à son courage et sa volonté de rester libre ? Est-elle capable de s'affranchir de la tyrannie mondiale des actionnaires, des fonds d'investissements ou de pension qui constituent avec les banques centrales privées et leurs banques commerciales affiliées, l'oligarchie financière anglo-saxonne, les maîtres du monde aussi bien économique que politique et assurément aussi culturel ? Sera-t-elle une des premières régions à être vaincue, pillée par l'une des deux puissances qui s'affrontent pour la suprématie mondiale ? Les appels du Président américain se font pressants pour rapatrier aux États-Unis certaines productions délocalisées afin de renforcer ce qui reste encore de la première puissance technologique mondiale alors que la Chine entend la dépasser sur le terrain des technologies et au niveau de la puissance militaire. Le plan pour fermer la production des turbines à Belfort, en commençant par les turbines à gaz trouve son origine bien plus haut qu'une simple volonté d'actionnaires en mal de profits.

Le mardi 21 mai lors de la manifestation pour accompagner la sortie de l'usine de la dernière turbine à gaz 9 HA, l'intersyndicale a affirmé sa volonté de défendre une histoire industrielle de 140 ans. Et à Belfort ce ne sont pas de vains mots au pied de la citadelle de Vauban, de la mairie de Kléber et du lion de Bartholdi. Loin d'être un simple enjeu en mai 2019, c'est d'une raison de vivre

qu'il s'agit et ici nous retrouvons [le premier conflit de l'ère industrielle, celui des canuts de Lyon dans les années 1830](#) avec leur mot d'ordre : « vivre libre en travaillant ou mourir en combattant », mot d'ordre également du marquis des Glières en mars 1944 : « vivre libre ou mourir ». Fin mai 2019, nous n'en sommes pas encore là à Belfort mais le chemin est pris avec courage et détermination même si la plupart ne veulent croire qu'à une restructuration supplémentaire tant le site industriel en a déjà connue, comme en 2014 lorsque l'action des salariés et des élus avait réussi à la stopper.

140 ans depuis 1879 et l'ouverture de l'usine belfortaine de la SACM (Société Alsacienne de Construction mécanique), créée en 1872 à partir de la fusion des deux sociétés de Koechlin situées à Mulhouse (AKC, 1826) et près de Strasbourg (Graffenstaden, 1838). La société est installée à Mulhouse, autre ville restée libre après 1354 et entrée en 1515 dans la Confédération des cantons suisses libres jusqu'au 15 mars 1798 lorsque la république de Mulhouse vote son rattachement à la jeune république française.

Constatons que cette histoire entre Belfort, Mulhouse, Bâle, il est question de liberté pendant de nombreux siècles, de liberté et d'alliances avec d'autres villes, cantons, confédération eux aussi libres.

Les Mulhousiens à Belfort ?

Le 4e bataillon de la Garde Mobile du Haut-Rhin, le bataillon de Mulhouse et ses 8 compagnies, se met en route par le train à partir du samedi 30 juillet 1870 pour les officiers et sous-officiers qui se sont réunis chez M. Nicolas Koechlin où s'était installé leur chef M. Dollfus-Galine.

Ces noms indiquent bien que ces mobiles de Mulhouse sont dirigés par leurs chefs à l'usine. Ces ingénieurs qui ont dirigé l'expansion de la société industrielle de Mulhouse, ce « Manchester » des bords du Rhin, ont aussi formé leur personnel comme pompiers à la lutte contre les incendies et les explosions des machines à vapeur puis à l'utilisation de machines électriques moins inflammables. Ils ont dirigé la construction des citées ouvrières, les plus belles d'Europe à ce moment là. [La société industrielle a développé sa propre mutuelle d'assurance puis de banque assurance](#) pour prêter de l'argent à ses membres à taux zéro. En 1870, des industriels de l'ensemble de l'Europe sont membres de la mutuelle, la Mulhousienne, pour partager cet instrument financier gérer en commun et bénéficier de prêts sans intérêts. En 1870, les mobiles de Mulhouse qui partent pour Belfort sont porteurs de ce vécu pleins de succès. Sans l'aide de l'état et sans intervention des banques commerciales, ils ont bâti une puissance industrielle dont les richesses restent locales et sont partagées avec le personnel bien plus qu'ailleurs dans les autres régions industrielles. C'est l'esprit protestant, le christianisme social pour lequel la ville libre de Mulhouse avait choisi de s'allier à la confédération suisse plutôt protestante et échapper ainsi à l'emprise catholique de l'évêque de Strasbourg puis à se tenir à l'écart de la guerre des paysans et à la guerre de Trente Ans.

Début août 1870, les Mulhousiens et leur fanfare surprennent les Belfortains par la tenue de leur troupe et ils sont acclamés aux cris de « Vive la mobile de Mulhouse ». Le régiment de la mobile du Haut-Rhin se distinguera à la bataille de Beaune la Rollande et pour les compagnies restées à Belfort lors du siège de la ville. Partout où ils combattront leur attitude aux combats suscitera les éloges les plus élevés.

Après 1918, les usines de la SACM sont à nouveau réunies et par leur spécialisation et leurs alliances, Belfort avec sa production de machines électromécaniques va s'allier avec Thomson-Houston pour former à partir de 1929 le groupe Alstom. Dans les années 1970, elle sera l'un des

pilliers de la CGE (Compagnie Générale d'Électricité) avec Alcatel. Dans ce groupe imposant, pourtant Belfort va conserver une place particulière, non pas une place de choix mais plutôt la place d'une usine spéciale difficile à gérer depuis Paris car sa culture « ouvrière » sinon protestante ne concorde pas avec la culture patronale française catholique. Les salariés sont côte à côte avec les ingénieurs et la Direction pour développer de nouvelles technologies et lorsque cela ne va pas, les boulons volent dans les ateliers jusqu'aux fêtes suivantes qui célèbrent de nouveaux succès. Au refuge du Langenberg, un Directeur et son épouse secrétaire du club partagent les soirées avec les membres du personnel qui pratiquent ensemble la randonnée alpine ou l'escalade. C'est l'occasion de se dire parfois plus facilement les choses qui dérangent l'ambiance des ateliers avant que tout reprenne son cours habituel, en bas, à l'usine. D'autres associations pratiquent ce même brassage entre salariés et habitants de la région et le cas échéant, tous se retrouvent en ville pour défendre leur usine et leur travail.

Au début de 1992, au siège, avenue Kléber, au cours de l'entretien avec un responsable de la DRH du Groupe, je demande à aller à Belfort. Refus ferme et catégorique. Réponse : pas question, Belfort est à vendre ! Tout Belfort ? Tout Belfort ! Explication : l'usine est ingérable avec sa culture historique, les ouvriers croient que l'usine leur appartient. J'explique justement qu'un proche parent a été longtemps secrétaire de la société industrielle de Mulhouse et que je connais bien cette culture protestante mulhousienne qui a fait également le succès du développement de Belfort. Cette culture n'a rien à voir avec celle des établissements français, du moins et pour l'avoir constaté, cette culture « originelle ou alsacienne » reste présente chez les ouvriers et techniciens, chez les cadres de terrain mais pas chez les managers et à la Direction Générale des divisions du Groupe. A Belfort, l'usine doit être également dirigée selon la culture originelle de la société industrielle de Mulhouse et non pas selon un management à la manière parisienne, en clair avec un management qui ne se soucie absolument pas des questions sociales tant ces ingénieurs sortis des hautes écoles ne s'intéressent qu'aux questions techniques. La conclusion de cette discussion fut franche : j'avais certainement raison mais justement au niveau de la Direction Générale, il est hors de question que cette culture subsiste dans le Groupe, surtout lorsqu'elle s'exprime par la destruction d'une cabine de motrice TGV (à turbine à gaz) lors du centenaire de 1979. Geste que la direction parisienne n'oubliera jamais, selon mon supérieur hiérarchique d'alors.

Ce « Mal français » selon le titre du livre d'Alain Peyrefitte paru fin 1976, explique ce conflit entre une culture protestante dans laquelle le personnel affirme que l'usine lui appartient et une culture catholique qui développe la soumission à une hiérarchie bien établie. Cette culture originelle a évolué en perdant ses racines religieuses pour adopter l'idéologie du communisme et des divers mouvements intellectuels et politiques qui gravitent autour. Dans chaque réunion ou discussion avec le personnel non cadre, l'affirmation de la doctrine communiste et de sa lutte des classes est présente, certes le plus souvent comme un rappel du passé glorieux de l'usine et de ses succès nationaux et mondiaux. Par contre, il n'y a guère de solutions envisageables discutées sur le plan politique et social. Tout passe par des solutions techniques et effectivement Belfort est capable de produire d'autres bien d'équipements, a un potentiel de diversification énorme au vu de ses compétences diverses et de son niveau d'expertise mondial reconnu et sans contestation possible.

Mais Belfort peut-il exiger de ses propriétaires américains et des pouvoirs publics français et européens le droit à survivre et à poursuivre son développement industriel ? Au vu de la désindustrialisation de la France depuis au moins 30 ans et de la fermeture des usines dans la plupart des anciens pays industrialisés, la réponse négative survient en premier dans l'esprit de la

plupart des citoyens. Pourquoi et comment Belfort ne subirait pas à son tour la fermeture de ses usines ?

Le combat n'a pas changé d'âme mais il doit s'adapter au terrain et à l'adversaire, sans le sous estimer mais surtout pas sans le sur estimer comme ce fut malheureusement le cas après les combats des 16 et 17 janvier 1871 quand le mercredi 18 janvier, Bourbaki a ordonné la retraite alors que l'ennemi était en position de faiblesse et que par exemple le 4ème bataillon du Haut-Rhin, celui de Mulhouse, comme d'autres, étaient restés vainement en réserve dans les bois de Tavey. Pourquoi sur estimer la portée de cette guerre commerciale entre les USA et la Chine alors que partout les citoyens ne supportent plus ces tyrannies impérialistes d'un autre siècle et cherchent à s'en libérer, à vivre libre sans elles ?

Le marché mondial du gaz s'est retourné et n'offre plus de possibilités de développement ! Allons bon ! A qui faire croire ce genre de fables éhontées. Un peu de géopolitique, d'histoire actuelle, pour éclairer la situation.

Mi février 2019, à la Conférence sur la Sécurité de Munich, les grands responsables de l'UE ont sortis les griffes vis à vis de l'Amérique, la Russie et la Chine. La question du gaz russe a forcément été évoquée. La Russie veut mettre en place des gazoducs qui ne passent plus par l'Ukraine. Angela Merkel avec le soutien de la France, a fait valider par l'Union européenne un compromis sur l'importation de gaz russe via le projet de gazoduc NorthStream2. Devant l'attitude hostile américaine, elle a contesté manquer à ses devoirs d'alliée de l'Amérique. Ce qui n'a pas empêché le vice-président américain Mike Pence de menacer : "Nous ne pouvons pas assurer la sécurité de nos alliés en Occident s'ils restent dépendants de l'Est", sous-entendu des sources d'énergie russe.

Les USA sont devenus le premier producteur mondial de gaz depuis qu'ils ajoutent à leur production de gaz naturel, leur production de gaz de schistes. Ce gaz de schistes est actuellement utilisé par un foyer américain sur deux et les USA développent le projet de le vendre à l'Europe sous forme liquide avec un transport maritime et des navires méthaniers. Les réserves de gaz naturel sont en premier lieu en Iran puis en Russie, les USA sont à la 5ème place. Au niveau du pétrole, la politique du prix bas a pour objectif de freiner l'utilisation d'autres sources d'énergie. La pratique du gaz de schiste est claire : une fois fracturées, les roches laissent passer le gaz et il faut le récupérer et le vendre de suite sinon il risque d'être perdu... dans les schistes ou ailleurs dans la terre. Sans qu'un poète ne s'ingénie à jouer un devin, à la place des pétroliers et gaziers américains et à défaut de pouvoir éliminer les gazoducs russes vers l'Europe, je commencerais par supprimer en Europe la production d'équipements pour les centrales à gaz, en particulier la production de turbines à gaz. Ce serait un excellent début. Fermer rapidement la production de Belfort au profit de l'usine américaine de GE, alors que Siemens vient de décider de fermer sa production de turbine à gaz pour investir plus fortement dans les énergies renouvelables, permet d'atteindre cet objectif stratégique. Pour défendre Belfort dans cette guerre économique du gaz, il s'agit par commencer à défendre les nouveaux gazoducs russes qui ne passent pas par l'Ukraine et par conséquent monter enfin une défense européenne en dehors de la protection américaine et qui donc devrait comprendre la Russie puisqu'elle nous fournit du gaz. Comme changement de stratégie géopolitique pour arriver à sauver Belfort, que ne ferait-on pas ?

Admettons que cela gaze naturel russe en Europe et laissons de côté ici, les gaz libérés par le permafrost de Sibérie sous l'effet du réchauffement climatique que l'on ne va pas nous vendre sous forme liquide dans les prochains temps. Il reste les propriétaires de GE, les actionnaires, la tyrannie des actionnaires anglo-saxons.

La crise financière organisée de manière à multiplier les profits de la haute finance nous concerne ici dans sa phase d'exploitation de la crise, c'est à dire la razzia qu'il est possible de mener sur les pays et les sociétés affaiblis par la crise. Pour assainir le système bancaire américain et éliminer les crédits toxiques, cause de la crise, la Réserve Fédéral (FED), banque centrale privée, a émis des milliers de milliards de dollar à partir de 2010 à un taux de 0,001 %. Du moins c'est ce qui est connu. Les banques commerciales ont prêté cet argent à 17 % à la Grèce, soit à un coefficient multiplicateur de 17 000, prodige qui n'est possible que lors d'une crise financière pour endetter fortement celui qui est obligé d'accepter de tels crédits pour éviter la faillite. Les dirigeants de GE ont utilisé eux aussi ces sommes pour défendre l'économie américaine et éviter la récession. Comme les autres multinationales américaines, ils ont pu mener leur razzia pour racheter des concurrents et concentrer encore plus entre leurs mains les marchés sur lesquels ils prospéraient déjà. Aujourd'hui, ils prétendent que la filiale française n'est pas rentable alors que ses profits vont en Suisse, à Baden. Détruire l'activité industrielle dans certains pays pour la concentrer aux USA, c'est aussi et avant coup condamner ces pays à la pauvreté générale. Une ville libre, un pays qui place la Liberté en premier dans sa devise, peuvent-ils se résoudre à de telles trahisons avec leur passé, leur culture et leurs projets de développement ?

Ce n'est pas grâce aux bénéfices réalisés avec le travail de ses salariés que GE a racheté les activités production d'énergie d'Alstom. GE avait de l'argent à profusion et comme les dirigeants français d'Alstom au départ ne voulaient pas vendre, [nous connaissons ce scandale d'état qui a fini par la vente de 70 % des activités d'Alstom à GE.](#)

Début 2019, les finances d'Alstom vont bien. [Alstom se porte bien, très bien, comme l'a confirmé, mardi 7 mai 2019, son président-directeur-général Henri Poupart-Lafarge à l'occasion de la présentation des résultats du groupe.](#) « Alstom a profité cette année d'une dynamique commerciale exceptionnelle avec un niveau de prise de commande record de 12,1 milliards d'euros. Ces bons résultats portent le carnet de commandes à 40,81 milliards d'euros avec notamment ces deux contrats majeurs et tout particulièrement celui du TGV du futur pour 2,7 milliards d'euros. Ce dernier est bien évidemment attendu aussi bien à Belfort pour les motrices et Ornans pour les moteurs. Cette commande de l'État de 100 TGV du futur devrait assurer de l'emploi pour au moins dix ans.»

L'autre conséquence de ces bons résultats est qu'Alstom peut s'appuyer sur une trésorerie nette de 2,325 milliards d'euros. De quoi donner le sourire aux actionnaires qui se verront proposer lors de la prochaine assemblée générale, le 10 juillet, de toucher un dividende de 5,50 euros par action. Cette belle trésorerie nette inclut le résultat de la cession de ses parts dans les trois alliances Énergie à General Electric. Et quand on sait ce que vit la branche énergie d'Alstom rachetée en 2015 par General Electric... Au printemps 2019, l'action de GE a également été à la hausse au vu de la nouvelle stratégie du Groupe et de la fermeture de plusieurs usines et activités.

Bref la vente par appartement du groupe Alstom se poursuit et rapporte aussi à ceux qui finalement vendent. Mais de là à racheter une branche énergie et surtout énergie gaz qui ne vaut plus rien du tout ? Il reste la question lancinante à ce stade : pourquoi Alstom n'a pas pu attendre ces nouvelles commandes qui étaient déjà en cours de négociations lors de la vente à GE de la branche énergie ? Question de géopolitique assurément, nous l'avons vu. En France, ce genre d'erreur s'ajoute à quelques autres : chez Thomson, Thierry Breton qui refuse de produire des écrans plats de télévision alors que les brevets ont été achetés en 1988 à RCA et ont servi à Thomson-CSF pour fabriquer en 1989, les écrans du système d'armes des nouveaux SNLE (Sous-marins

Nucléaires Lanceurs d'Engins) de la classe Le Triomphant. [L'argument du Président Breton : il n'est pas rentable d'investir dans une société qui perd de l'argent.](#) Même argument du Premier Ministre Alain Juppé qui en 1997 veut vendre tout le groupe Thomson à Daewoo pour 1 dollar car le gouvernement ne veut plus financer les pertes du groupe. Mentionnons aussi le cas d'Alcatel dont son président S. TCHURUK veut d'abord en faire une société d'ingénierie sans usines avant d'être contraint à s'allier avec la société Lucent, elle même en difficulté aux USA. Pour favoriser ce mariage, la trésorerie d'Alstom servira à remettre d'aplomb Alcatel. Résultat final, les deux groupes français sont en perdition et ont besoin des aides de l'état. Il y a d'autres exemples mais le cas du rachat des activités énergie d'Alstom par GE sort du lot par la brutalité utilisée par les actionnaires de GE qui accusent les dirigeants d'Alstom de malversations financières dans l'obtention de contrats commerciaux et utilisent les services de la justice américaine pour faire pression sur les dirigeants français, au nom de la défense des intérêts des actionnaires de GE. Sans oublier au départ l'alliance entre Bouygues et Alstom souhaitée par le gouvernement et que Bouygues a décidé de quitter, ce qui a fragilisé Alstom, montré que le gouvernement ne le soutiendrait pas fortement et a fini par présenter Alstom comme une proie à saisir, surtout pour GE et les financiers et dirigeants politiques américains engagés dans leurs manœuvres géopolitiques dont nous venons de parler. Le gouvernement français est le premier responsable de ce nouveau désastre industriel qui se résume par ce point pas du tout anecdotique : pour construire un nouveau sous-marin, surtout nucléaire, il faudra désormais demander l'autorisation aux américains car ils ont le pouvoir de décision sur la turbine génératrice d'électricité. Du jamais vu pour un pays qui possède l'arme nucléaire et quelque soit ses alliances avec ses pays amis.

Mais pourquoi finalement l'énergie gaz et la production de turbines à gaz ne valent rien aujourd'hui pour un financier, un rentier qui cherche à investir sa fortune ? Comment en est-on arrivé là ?

Nous avons montré quel est [le conflit entre les deux cultures qui s'affrontent depuis le développement de l'économie industrielle](#), comment se définit la perception de l'être humain pour arriver à un système économique capitaliste qui écarte la valeur du travail pour ne prendre en compte que la valeur d'échange. Cette doctrine élaborée notamment par David Ricardo sert d'instrument intellectuel pour imposer l'idée que toutes les heures de travail se valent et que seul compte le prix d'échange sur le marché, que tout à un prix. Ne sont donc pas pris en compte les compétences des travailleurs. Lorsque les salariés de Belfort veulent faire valoir leurs compétences et leur degré élevé d'expertise, comme d'autres salariés compétents à travers le monde, leurs prétentions sont écartés cyniquement et définitivement par les dirigeants du système libéral et les financiers, les actionnaires. Entre eux, il y a bien plus qu'un dialogue de sourd. C'est un vrai conflit et choix de civilisation. Jusqu'à présent les salariés compétents ont toujours perdu ce combat à travers le monde.

Le cas de GE et de Belfort démontre qu'un pas a été franchi ces dernières années dans ce qui se nomme la dictature des actionnaires pilotée par la dictature elle-même des dirigeants du système neo libéral.. Durant la crise de 2007-2008, les banques comme Goldman Sachs et les autres du même niveau ont gagné de l'argent en vendant des titres financiers toxiques à leurs clients, des épargnants riches ou des investisseurs ayant des fortunes à placer. Bien entendu, ces pigeons ont été ruinés et ces banques ont obtenus des profits faramineux. Il y a eu quelques procès mais avec des sanctions faibles du niveau de celles habituelles pour des voleurs de poules. Fab le Fabulous a été condamné mais ses avocats et son amende ont été payés par Goldman Sachs, son ancien employeur

qui l'avait aussitôt licencié après l'interception de sa messagerie privée par la police. Les épargnants, les rentiers, les actionnaires, les gestionnaires de fonds d'investissement ont compris la leçon et veulent renforcer leur pouvoir sans plus aucune intervention des banquiers d'affaires. Nous sommes ici face aux manœuvres qu'ils ont menées pour s'emparer des activités énergie d'Alstom et [boucler ce rachat le lundi 1er novembre 2015](#).

Dès les années 1990, les actionnaires avaient réagi à la prise du pouvoir de fait par les salariés à travers le management participatif et les cercles de qualité en supprimant ce management de la qualité totale pour le remplacer par le Risk Management. Les salariés doivent suivre à la lettre les procédures pour réaliser leurs objectifs en toute transparence de manière à éviter toute perte de ressources fautives et tout abus de biens sociaux. En clair, les directions qui volent les actionnaires comme ce fut le cas chez Enron et d'autres grandes sociétés, c'est fini ! Ensuite, il s'agit d'aller plus loin. L'actionnaire ne fait pas que gérer son entreprise, pour réaliser des profits, il doit la vendre et en acheter d'autres et c'est là que d'autres difficultés surgissent évidemment. Pour tout connaître des entreprises, le système de la haute finance a imposé l'IFRS aux pays autres que les USA.

[L'adoption des normes IFRS \(International Financial Reporting Standard ou Normes Internationales d'Information Financière en français\) correspond à l'idée qu'il est nécessaire d'harmoniser les normes comptables, en réponse à la mondialisation des échanges](#), et ceci véhicule des logiques d'influence puissantes. Par conséquent la mise en place et le fonctionnement de La norme IFRS, prend en effet des airs de cheval de Troie américain. Les normes IFRS obligent les entreprises à communiquer sur des informations stratégiques, la loi Sarbanes-Oxley permet au PCAOB d'étendre ses investigations en dehors des États-Unis pour obtenir ces informations stratégiques tandis que le Patriot Act quant à lui, oblige les institutions financières et autres organismes américains, telles que le PCAOB, à transmettre des informations aux services de Renseignements, sans qu'elles puissent prévenir leurs clients ou protester ! Par conséquent Les normes IFRS proposées par les américains qui par ailleurs ne les appliquent pas eux même, ont bouleversé le paysage financier européen. Et sont appliquées en France malgré leur inconformité au bloc de constitutionnalité, puisque l'adoption de ces normes a permis de mettre en place un véritable piège normatif. Les entreprises sont obligées de communiquer les informations comptables et commerciales sur leurs résultats et choix stratégiques de manière à ce qu'un investisseur puisse apprécier ses chances de profit en achetant des actions de cette société. Il faut donc une complète transparence de l'information financière. Car elle est le seul gage d'un bon fonctionnement des marchés financiers.

La comptabilité française, avant les IFRS, avait pour objectif d'être la photographie exacte du patrimoine de l'entreprise. Elle donnait un état précis des dettes, des engagements et de la Capacité de l'entreprise à les recouvrir. Pour ce faire, elle appliquait différentes règles dont trois sont en opposition avec les anglo-saxons.

- Le principe de prudence qui consiste en la prise en compte de toutes les pertes probables.
- La notion de coût historique qui implique l'enregistrement des éléments d'actifs à leur Coût d'achat.
- Les amortissements comptables, c'est-à-dire la prise en compte de l'usure de l'actif, étaient fixés fiscalement par le législateur.

Il appert donc que la vision française voulait surtout assurer la transparence pour les créanciers de l'entreprise au détriment de l'investisseur qui voyait la valeur de son bien sous-évaluée.

En opposition, la vision anglo-saxonne avait, et a toujours, pour objectif de mesurer la richesse créée pour l'actionnaire. L'entreprise peut donc mener une gestion stratégique du résultat. Pour ce faire, les règles suivantes sont retenues :

- Principe de la « fair value ». Les actifs de la société ne sont pas enregistrés à leur valeur historique mais à leur valeur de marché.
- Les durées d'amortissements sont fixées par l'entreprise et non par le législateur. Ces deux principes impliquent une valorisation de l'entreprise suivant sa valeur de marché, ce qui a pour conséquence une plus grande volatilité de son prix. De plus, afin de justifier les montants dans les comptes, l'entreprise doit fournir plus d'informations sur ses actifs, et notamment des informations stratégiques.

Alors que sous l'ancien système français, pour faire entrer la construction d'une usine dans l'actif de son bilan, il fallait présenter toutes les factures engendrées par la construction. Maintenant, avec les IFRS, les coûts importent peu. On valorise une usine en fonction des bénéfices qu'elle réalisera dans les années futures. Ainsi il suffit juste de justifier les calculs prévisionnels en apportant la preuve de futurs contrats, ce qui s'avère être une information stratégique. Par conséquent, l'intervention des normes IFRS n'assure plus la transparence pour les créanciers puisqu'elle ne garantit plus la photographie exacte du patrimoine de l'entreprise.

Nous comprenons mieux maintenant pourquoi les investisseurs s'exclament que les turbines à gaz ne valent plus rien même si les salariés de Belfort s'époumonent à prouver la valeur du patrimoine de leur entreprise, surtout patrimoine immatériel avec ses expertises, ses brevets, etc. Le Ministre de l'Économie actuel déclarait lui aussi que les turbines à gaz achetées par GE en 1999 ne valent rien tout comme les autres activités énergie de Belfort achetées en octobre 2015. Depuis ce mardi 28 mai 2019 et l'annonce de la suppression de 1044 postes à Belfort et la quasi fermeture de la production des turbines à gaz puisque les prochaines commandes seront produites aux USA, ce Ministre a changé quelque peu son discours en reprenant les propos habituels en ces circonstances et que Lionel Jospin Premier Ministre avait prononcés dès 1998 devant les licenciements boursiers chez Michelin, à savoir qu'un gouvernement ne peut pas s'opposer à la volonté d'actionnaires privés.

Nous en sommes là, revenu à ce point de départ que la révolte des canuts de Lyon en 1830 avait déjà cruellement éclairé. Et encore en 1830, les patrons voulaient conserver les profits et les gains de productivité pour pouvoir développer leurs entreprises et maintenir l'emploi même si le rendement et la rémunération n'évoluaient pas en fonction de la quantité de travail réalisé. Aujourd'hui, les patrons suppriment les emplois parce que leurs actionnaires estiment ne pas pouvoir rentabiliser suffisamment leurs investissements et, fait nouveau, parce que leur gouvernement leur impose de rapatrier leurs activités pour mieux défendre leur pays face à une autre puissance impérialiste et tyrannique. S'ajoute la question de la rentabilité de biens d'équipements produits pour du moyen et du long terme et qui appartiennent aux infrastructures d'un pays pour assurer ses besoins en énergie. Que viennent faire dans ces activités à long terme des investisseurs qui cherchent des profits importants à court terme ? S'ils commettent des erreurs, qu'ils en assument la responsabilité sans venir en plus détruire des usines et des compétences dans des pays autrefois alliés !



Nous avons bien compris la manière de faire pour imposer le droit des actionnaires dans les pays où ils veulent s'implanter pour maximiser leurs profits. Le capitalisme est en situation de surproduction depuis les années 1920 et le marketing a apporté des réponses pour différer les conséquences de cette dérive du système de production fondé sur la seule propriété privée. Aujourd'hui la concentration des capacités de productions est telle qu'il ne s'agit plus de concurrence sur un marché mais de la domination par un pays et ses multinationales sur l'ensemble des besoins des citoyens au niveau mondial. Nous revenons au niveau des décisions politiques et de géopolitiques.

Les salariés de Belfort comme les autres salariés face à la fermeture de leurs entreprises, doivent-ils continuer à quémander l'aide de l'état, du gouvernement et du Président de la République pour demander la préservation de leurs emplois et de leurs compétences ? La chance peut sourire mais dans cette guerre économique mondiale et malgré les performances mondiales acquises et qui sont le patrimoine historique de Belfort, que faut-il attendre raisonnablement de décideurs politiques qui depuis 30 ans avouent plus ou moins ouvertement leur impuissance face aux maîtres du système économique libéral et de la haute finance ? Est-ce ainsi qu'une ville libre décide de s'affranchir des servitudes qui pèsent sur son sort ?

Oser dire NON à ces décideurs économiques et affirmer une fois de plus son statut de ville libre, avoir l'audace de reconquérir cet espace de liberté perdu, remettre en place sa charte pour écarter les prétentions funestes d'actionnaires avides de profits injustifiés, n'est-il pas indispensable et justifié pour prononcer son choix de civilisation ?

Organiser une ville libre ?

Il s'agit de recommencer par ce qui a été fait en 1307 : nommer bourgeois de la ville des paysans des villages des alentours capables de nourrir une bonne partie de la population. Ensuite [créer sa propre monnaie, une monnaie pleine pour rémunérer le travail](#) de ses habitants en fonction des richesses produites. Ce travail concerne l'ensemble de l'activité humaine : production de biens et services indispensables à la vie et à la survie depuis la nourriture, le logement, la santé, les loisirs, puis production de biens communs capables d'élever le niveau de vie et qui sont transmises aux générations futures, et enfin action politique pour gérer la production et la consommation de ces richesses, l'échange du surplus avec les autres villes libres, la défense militaire du réseau des villes libres...

Il est plus que temps de réunir la Conférence sur la Sécurité de Belfort et de ne pas seulement sortir les griffes du Lion au dessus de l'Arsenal et de la Poudrière. Nos ennemis sont-ils toujours capables de payer des armées de mercenaires ou des commandos prêts à semer le chaos chez nous pour nous remettre sous leur domination ?

Les fortifications de Vauban, la manière de les utiliser par le colonel Denfert-Rochereau même si cela déplut à l'état-major qui ne le nomma pas par la suite général, la manière de libérer la place forte en passant par la Lizaine et Chagey-Chalonvillars et non pas par Héricourt, tactique enseignée à l'École de Guerre après 1871 et mise en pratique en novembre 1944 par la colonne des blindés du CC6 du colonel Tritschler de la 5ème DB, toutes ces recommandations et expériences pour défendre ou libérer la place forte sont éprouvées et fiables sur le plan militaire.

Sur le plan industriel, la place du gaz reste incontournable dans le mix énergétique pour apporter le surplus de production d'énergie nécessaire en hiver lors des pics de consommation. Stocker en grande quantité l'électricité des énergies renouvelables ne sera pas possible avant des décennies, par

contre stocker du gaz naturel ou du gaz renouvelable est facile et peu cher. Le gaz est moins polluant que le nucléaire et le charbon, il n'émet pas de particules fines. La production de turbines à gaz à Belfort se justifie donc pour la France et l'Europe dans le cadre du mix énergétique bas carbone. Au niveau de la diversification, le pôle de recherche et de production sur les batteries lithium doit poursuivre ses productions en relation avec le production d'énergie à partir de l'hydrogène. Des chariots élévateurs autonomes fonctionnant à l'hydrogène avec pile au lithium sont fabriqués à Héricourt pour les ports et la manutention des containers. Un contrat important avec la Russie est en cours de réalisation. [Du lithium il y en a suffisamment dans le sous-sol alsacien](#). L'usine peut aussi participer à la production des véhicules et des trains à hydrogène d'Alstom. Il y a les vélos à hydrogène dont la production est à industrialiser comme celle des vélos U-feel, un vélo électrique autonome, sans batterie ni recharge : ses supercondensateurs stockeront et utiliseront l'énergie produite en pédalant. Au niveau des rotors et des stators, il y a le développement de la voiture à énergie libre, celle que Tesla fit rouler en 1931 et fut interdite de production ensuite. Il y a aussi le générateur d'énergie libre qui entre dans le champ de compétences de Belfort et la ville libre pourrait dans ce projet rejoindre l'alliance BRICS. Pourquoi licencier plus de mille salariés alors qu'il y a tant de nouveautés à produire pour le bien de l'humanité, du climat et des ressources naturelles ?

Sur le plan financier, l'essor prodigieux de la mutuelle de la société industrielle de Mulhouse qui a favorisé grandement le développement des entreprises locales devenues pour la plupart des groupes industriels de niveau européen sinon mondial, est à poursuivre avec la mutuelle de la ville libre de Belfort. L'utilisation d'une monnaie pleine et la pratique de la bancassurance sont indispensables au développement politique, économique et social, culturel et militaire d'un groupe social fondé sur la démocratie directe locale participative, appelée également aujourd'hui avec internet réseaux citoyens de vie.

Au niveau de la communication, la ville libre s'affranchit des géants commerciaux du web qui contrôle Internet pour leurs profits. La démocratie de participation citoyenne numérique, les outils de partage horizontal d'informations, de débats et de prises de décisions (CivicTechs) ou, plus simplement, la capacité qu'auraient les populations d'Europe à se doter d'une plateforme commune d'exercice commun de leur citoyenneté européenne, existent encore faut-il les mettre en place. Les protocoles symétriques d'origine, comme la [norme IPV6](#), sont toujours là. [Et ça permet la distribution par chacun d'entre nous, au lieu de la confier à ces silos géants, dont le modèle économique repose sur les données que nous leur offrons gratuitement](#). Le péché originel, ce sont les protocoles asymétriques qui nous ont privé de notre singularité. C'est nous qui devons agir ! Les États n'agiront pas car agir serait contraire aux intérêts de la surveillance. Et les plateformes n'agiront pas non plus, car ce serait contraire aux intérêts de leurs actionnaires. Ce sera une révolution copernicienne. Les citoyens d'une ville libre, après sept siècles de courage et de liberté, sont davantage prédisposés à agir pour s'affranchir des médias qui sont la propriété des plus riches et s'activent à nous manipuler et à nous laisser dans l'ignorance.

Oser dire NON, résister c'est créer ! S'affranchir des systèmes de pouvoir pour remettre en place nos réseaux de vie sociale avec les villes, les cantons libres, [la confédération des nations qui utilise la grande loi qui lie](#), ce combat essentiellement politique dans un premier temps dépasse la loi scélérate Waldeck Rousseau de 1884 qui permet la création des syndicats mais en les limitant à la défense d'intérêts professionnels et en leur interdisant l'action politique pour changer la société. La ville libre affranchit les habitants salariés de cette interdiction imposée à leurs syndicats. Belfort en

a plus que besoin de ces libertés retrouvées pour défendre et poursuivre son histoire industrielle exemplaire et si riche d'innovations et de technologies mais aussi et surtout son histoire politique, économique, sociale, culturelle, militaire de ville libre elle aussi exemplaire, fidèle au symbole du courage et de l'héroïsme qu'est le lion, son Lion en parenté directe avec la statue de la Liberté aux portes d'un pays continent d'où provient cependant la menace de son appauvrissement sous les coups portés par l'oligarchie financière qui après la City de Londres vint s'y installer.

Jusqu'à présent, lors de la fermeture d'une usine, la ville et ses habitants ont défilé en organisant une ville morte. Et cela a servi à quoi ? A rien ! Ont-ils oublié de songer à une ville libre, en ont-ils eu peur ? Ont-ils préféré fuir le combat local pour le transposer au niveau d'un état lui-même au service de l'oligarchie financière et des dirigeants du système libéral ? Quand produira-t-on de l'énergie sans abîmer la nature et accélérer le réchauffement climatique ? Tous ces combats se cristallisent aujourd'hui dans notre volonté de reprendre en mains ce qui nous fait vivre même si d'autres s'emploient à nous l'interdire et se moquent de notre histoire, de nos compétences, de nos patrimoines qui ne valent rien tant qu'ils ne les ont pas vendus avec des profits rien que pour eux.

Même Bismarck, ennemi de Belfort lors du siège de 1870, les avait désignés comme adversaire :

« Je crains que les banquiers étrangers ne dominent entièrement l'abondante richesse de l'Amérique [...] ils n'hésiteront pas à précipiter les États chrétiens dans les guerres et le chaos, afin de devenir les héritiers de la terre entière » Otto Von Bismark, Chancelier de Prusse, suite à l'assassinat de Lincoln.

Et pour nous Français, notre dernier libérateur n'est pas exempt sur ce point lui aussi de reproches :

« Ce que le général n'a pas fait et ce qu'il ne dépendait pas de lui de faire, c'est d'obliger à lâcher prise ces mains, ces quelques mains, oui ce petit nombre de mains qui tiennent les commandes secrètes de l'État, qui assurent les immenses profits de quelques-uns et qui font de chacun de nous les têtes d'un troupeau exploitable, exploité » Bloc-notes de François Mauriac, 23 septembre 1966, à propos du général de Gaulle.

Et pour les Belfortains , son ancien maire, Jean-Pierre Chevènement:

« A Belfort, on n'a pas l'habitude de courber la tête »

Les sages le déclarent également :

" Nous avons à réaliser maintenant le plus beau défi que notre humanité ait jamais eu à relever au cours de son histoire: arrêter nos propres programmes d'autodestruction , et transformer la société par une évolution de l'art de vivre..." Mahatma Gandhi.